

Droit, économie, gestion ; Mention Droit des affaires

RNCP22430 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313n, 122g, 128
Formacode(s)	13267, 13261, 13272
Code(s) ROME	K1902, K1904, K2108, K1903, M1205
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

Université de Perpignan Via Domitia

<http://www.univ-perp.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Spécialité Droit économique et du marché, national et international .

Le titulaire de cette certification peut exercer les activités (ou fonctions) suivantes :

- Effectuer la gestion de contentieux fiscaux, bancaires, prud'homaux, ...
- Définir et mettre en place une politique de crédit en direction des clients (contrôle de solvabilité, garanties, encours, ...)
- Déterminer les besoins en financement ou les disponibilités financières de la structure et mettre en place les actions adaptées (ligne de crédit, investissement, ...)
- Superviser et coordonner l'action des services, des conseils juridiques en matière de litige et de montages financiers
- Superviser et coordonner le contrôle de gestion et l'audit interne (évaluation des risques financiers, validation de choix fiscaux, ...)
- Coordonner l'activité d'une équipe ou diriger une structure
- Proposer et mettre en place des protocoles lors de plans de redressement, de réorganisations, de restructurations, ... pour une structure et en réaliser le suivi
- Suivre des entreprises en difficulté et élaborer des recommandations en fonction de l'analyse d'indicateurs (plans de trésorerie, marges mensuelles, ...)
- Effectuer le suivi (provision sur charges, encours, ...) de risques financiers (gestion actif-passif, marché, crédit) d'une structure
- Rédiger des actes juridiques et accomplir des démarches auprès d'organismes publics ou privés pour le compte de clients
- Définir et mettre en place les procédures de gestion administrative et financière et les indicateurs nécessaires au suivi d'activité et au reporting à la direction
- Réaliser une veille technique (actualité légale, jurisprudentielle, ...) et informer les collaborateurs de l'évolution des textes
- Informer et conseiller les clients, les collaborateurs sur des questions d'ordre juridique

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Ces professionnels possèdent les compétences suivantes :

- connaissance des contraintes du marché et étatiques (droits de la concurrence, de la consommation, fiscal, etc.)
- prise en compte de l'internationalisation des échanges
- maîtrise des droits du contrat (en matières civile, commerciale et sociale)
- droit de la consommation, de la distribution et de la concurrence
- droit des affaires
 - art de la rhétorique
 - aptitude au débat
 - capacité de rédaction dans des délais impartis
 - réflexion théorique et pratique avec des exercices de consultation, de résolution de cas concrets, etc.
 - rédaction de documents
- Analyse financière
- Code des marchés publics
- Comptabilité analytique
- Comptabilité générale
- Comptabilité publique
- Droit des assurances
- Droit des sociétés
- Fiscalité
- Droit des affaires

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- concours de la fonction publique : par exemple au sein de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
- carrière d'enseignant-chercheur
- Services juridiques d'entreprises

Professions liées au droit économique :

En entreprise : direction, encadrement, juriste.

En libéral : avocat, conseiller juridique. Dans une administration, par exemple la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou bien encore enseignant ou enseignant chercheur.

Des concours de la fonction publique offrent même la possibilité à ceux qui le souhaitent d'inscrire leur futur métier dans la continuité de leur formation initiale ; par exemple, au sein de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, administration avec laquelle nous entretenons des rapports étroits et institutionnels

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants:

- juriste d'entreprise
- avocat (sous réserve de remplir les conditions d'accès à cette activité réglementée)
- administrateur judiciaire
- notaire (sous réserve de remplir les conditions d'accès à cette activité réglementée)
- huissier de justice (sous réserve de remplir les conditions d'accès à cette activité réglementée)
- avocat d'affaires (sous réserve de remplir les conditions d'accès à cette activité réglementée)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 580 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	42 379
Jugés difficiles à recruter	28 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

60 %enseignants et 40 % de professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury VAE composé d'une majorité d'enseignants chercheurs

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/22430/>